

États financiers du

**CENTRE D'ÉTUDE ET DE COOPÉRATION
INTERNATIONALE**

31 mars 2013 et 31 mars 2012

CENTRE D'ÉTUDE ET DE COOPÉRATION INTERNATIONALE

Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant.....	1-2
États des résultats.....	3
États de l'évolution des actifs nets.....	4
États de la situation financière.....	5
États des flux de trésorerie.....	6
Notes complémentaires.....	7-18

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux membres du conseil d'administration
Centre d'étude et de coopération internationale

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints du Centre d'étude et de coopération internationale (le « Centre »), qui comprennent les états de la situation financière au 31 mars 2013, au 31 mars 2012 et au 1^{er} avril 2011, et les états des résultats, de l'évolution des actifs nets et des flux de trésorerie pour les exercices terminés le 31 mars 2013 et le 31 mars 2012, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Centre au 31 mars 2013, au 31 mars 2012 et au 1^{er} avril 2011, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés le 31 mars 2013 et le 31 mars 2012, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Deloitte p.e.v.v.r.l.¹

Le 20 juin 2013

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A110078

CENTRE D'ÉTUDE ET DE COOPÉRATION INTERNATIONALE

États des résultats

des exercices terminés le 31 mars 2013 et le 31 mars 2012

	2013	2012
	\$	\$
Produits		
ACDI Partenariat	8 778 082	7 688 048
ACDI Bilatéral et autres	8 200 041	14 895 685
Autres bailleurs de fonds	18 147 350	16 467 735
Dons	425 103	1 285 051
Contributions en nature	-	29 804
Contributions sous forme de services rendus (note 13)	4 785 546	3 362 786
Autres produits	511 184	511 986
	40 847 306	44 241 095
Charges		
Directions et services	7 118 701	7 776 389
Programmes (incluant un gain de change net de 51 060 \$ en 2013 et de 592 977 \$ en 2012)	28 109 403	32 734 579
Contributions sous forme de services rendus (note 13)	4 785 546	3 362 786
Intérêts de la dette à long terme	108 166	128 525
Amortissement des immobilisations corporelles	216 466	217 973
Amortissement des immobilisations incorporelles	49 084	12 709
	40 387 366	44 232 961
Excédent des produits sur les charges	459 940	8 134

CENTRE D'ÉTUDE ET DE COOPÉRATION INTERNATIONALE

États de l'évolution des actifs nets

des exercices terminés le 31 mars 2013 et le 31 mars 2012

	Investis en immobilisations	Reçus à titre de dotation (note 12)	Non affectés	Total
	\$	\$	\$	\$
Solde au 1^{er} avril 2011	1 488 945	612 226	1 379 239	3 480 410
Excédent (insuffisance) des produits sur les charges	(224 552) ⁽¹⁾	-	232 686	8 134
Acquisition d'immobilisations	391 286	-	(391 286)	-
Remboursement de la dette à long terme	170 174	-	(170 174)	-
Pertes de change liées aux actifs nets reçus à titre de dotation	-	(10 897)	-	(10 897)
Solde au 31 mars 2012	1 825 853	601 329	1 050 465	3 477 647
Excédent (insuffisance) des produits sur les charges	(351 524) ⁽²⁾	-	811 464	459 940
Acquisition d'immobilisations	123 766	-	(123 766)	-
Remboursement de la dette à long terme	178 001	-	(178 001)	-
Pertes de change liées aux actifs nets reçus à titre de dotation	-	(36 853)	-	(36 853)
Solde au 31 mars 2013	1 776 096	564 476	1 560 162	3 900 734

⁽¹⁾ Ce montant comprend l'amortissement des immobilisations de 230 682 \$ moins l'amortissement des apports reportés afférents aux immobilisations de 6 130 \$.

⁽²⁾ Ce montant comprend l'amortissement des immobilisations de 265 550 \$, les radiations du site Web et des logiciels de 86 195 \$ ainsi que l'amortissement des apports reportés afférents aux immobilisations de 221 \$.

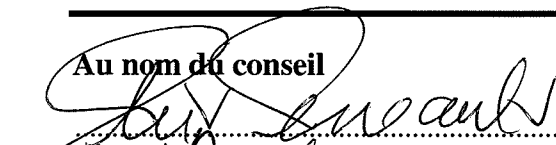
CENTRE D'ÉTUDE ET DE COOPÉRATION INTERNATIONALE

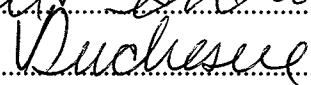
États de la situation financière

au 31 mars 2013, au 31 mars 2012 et au 1^{er} avril 2011

	31 mars 2013	31 mars 2012	1 ^{er} avril 2011
	\$	\$	\$
Actif			
À court terme			
Encaisse	10 106 702	6 948 388	8 701 059
Débiteurs (note 5)	1 149 679	1 162 221	588 065
Avances à des partenaires	347 970	1 488 081	1 692 223
Charges payées d'avance	340 211	368 225	349 400
	11 944 562	9 966 915	11 330 747
À long terme			
Encaisse en fidéicommiss (note 12 c))	186 869	460 884	167 588
Dépôt à terme en fidéicommiss (note 12 c))	-	132 060	-
Prêts et intérêts à recevoir (note 12 c))	369 222	-	436 253
Immobilisations corporelles (note 6)	3 685 780	3 778 480	3 759 496
Immobilisations incorporelles (note 6)	39 813	175 092	33 472
	16 226 246	14 513 431	15 727 556
Passif			
À court terme			
Créditeurs et charges à payer	2 565 954	2 492 083	2 240 287
Sommes à remettre à l'État	57 547	117 778	58 246
Apports reportés (note 7)	7 752 514	6 298 204	7 644 590
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an (note 9)	186 432	177 900	170 357
	10 562 447	9 085 965	10 113 480
Apports reportés afférents aux immobilisations (note 11)	92 488	92 709	98 839
Dette à long terme (note 9)	1 670 577	1 857 110	2 034 827
	12 325 512	11 035 784	12 247 146
Engagements et éventualités (notes 15 et 16)			
Actifs nets			
Investis en immobilisations	1 776 096	1 825 853	1 488 945
Reçus à titre de dotation (note 12)	564 476	601 329	612 226
Non affectés	1 560 162	1 050 465	1 379 239
	3 900 734	3 477 647	3 480 410
	16 226 246	14 513 431	15 727 556

Au nom du conseil

....., administrateur

....., administrateur

CENTRE D'ÉTUDE ET DE COOPÉRATION INTERNATIONALE

États des flux de trésorerie

des exercices terminés le 31 mars 2013 et le 31 mars 2012

	2013	2012
	\$	\$
Activités d'exploitation		
Excédent des produits sur les charges	459 940	8 134
Ajustements pour :		
Amortissement des immobilisations	265 550	230 682
Amortissement des apports reportés afférents aux immobilisations	(221)	(6 130)
Radiation d'immobilisations	86 195	-
Gain de change sur l'encaisse libellée en devises	(142 145)	(39 428)
	669 319	193 258
 Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement d'exploitation (note 14)	 2 648 617	 (1 423 897)
	3 317 936	(1 230 639)
 Activités de financement		
Remboursement de la dette à long terme	(178 001)	(170 174)
 Activités d'investissement		
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(123 766)	(391 286)
Gain de change sur l'encaisse libellé en devises	142 145	39 428
Augmentation (diminution) de l'encaisse	3 158 314	(1 752 671)
Encaisse au début	6 948 388	8 701 059
Encaisse à la fin	10 106 702	6 948 388

Les transactions effectuées au cours de l'exercice dans les postes « Encaisse en fidéicommiss », « Dépôt à terme en fidéicommiss » et « Prêts et intérêts à recevoir » ne sont pas présentées aux états des flux de trésorerie, car le montant cumulé disponible en devises est toujours le même. La variation du solde du fonds de dotation représente le gain ou la perte de change de ce montant disponible en dollars canadiens.

CENTRE D'ÉTUDE ET DE COOPÉRATION INTERNATIONALE

Notes complémentaires

31 mars 2013 et 31 mars 2012

1. Description de l'organisme

Le Centre d'étude et de coopération internationale (le « Centre ») est constitué en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies* du Québec.

Il participe à des activités de développement économique, social et culturel dans les pays en développement par la formation et l'envoi de coopérateurs volontaires et d'assistants techniques, la réalisation de projets, la recherche et la publication d'ouvrages spécialisés.

2. Adoption d'un nouveau référentiel comptable

Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2013, le Centre a adopté les nouvelles Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif (les « nouvelles normes ») publiées par l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) et énoncées dans la Partie III du *Manuel de l'ICCA*. Conformément au chapitre 1501 de la Partie III du *Manuel de l'ICCA* intitulé « Application initiale des normes pour les organismes sans but lucratif » (le « chapitre 1501 »), la date de transition aux nouvelles normes est le 1^{er} avril 2011 et le Centre a établi et présenté un état de la situation financière d'ouverture à la date de transition à ces nouvelles normes. Cet état de la situation financière d'ouverture est le point de départ de la comptabilité du Centre selon les nouvelles normes. Dans son état de la situation financière d'ouverture, en vertu des recommandations du chapitre 1501, le Centre :

- a) a comptabilisé tous les actifs et passifs dont la comptabilisation est prescrite par les nouvelles normes;
- b) n'a pas comptabilisé d'éléments en tant qu'actifs ou passifs si les nouvelles normes n'autorisent pas une telle comptabilisation;
- c) a reclassé les éléments qu'elle comptabilisait auparavant dans une catégorie donnée d'actifs, de passifs ou de composantes des actifs nets, mais qui, selon les nouvelles normes, appartiennent à une autre catégorie;
- d) a appliqué les nouvelles normes pour l'évaluation de tous les actifs et passifs comptabilisés.

Conformément aux exigences du chapitre 1501, les méthodes comptables décrites à la note 3 ont été appliquées uniformément pour tous les exercices présentés dans ces états financiers. L'adoption des nouvelles normes n'a eu aucune incidence sur les états financiers, à l'exception du fait qu'elle a rendu obligatoire la présentation des sommes à remettre à l'État, cette information n'était pas présentée auparavant. Ainsi, un montant de 58 246 \$ au 1^{er} avril 2011 et un montant de 117 778 \$ au 31 mars 2012 ont été présentés distinctement à l'état de la situation financière. Ces montants étaient auparavant inclus dans les « Crédeurs et charges à payer ».

CENTRE D'ÉTUDE ET DE COOPÉRATION INTERNATIONALE

Notes complémentaires

31 mars 2013 et 31 mars 2012

3. Méthodes comptables

Les états financiers ont été dressés selon les Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif et tiennent compte des principales méthodes comptables suivantes :

Instruments financiers

Les actifs et les passifs financiers sont constatés initialement à la juste valeur au moment où le Centre devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier. Par la suite, tous les instruments financiers sont comptabilisés au coût après amortissement.

Les coûts de transaction sont comptabilisés en augmentation de la valeur comptable de l'actif ou en diminution de la valeur comptable du passif et sont ensuite constatés sur la durée de vie prévue de l'instrument selon la méthode linéaire. Le cas échéant, tout escompte ou prime lié à un instrument comptabilisé au coût après amortissement est amorti sur la durée de vie prévue de l'instrument selon la méthode linéaire et comptabilisé dans l'état des résultats à titre de produits ou de charges d'intérêts.

Dans le cas des actifs financiers comptabilisés au coût après amortissement, le Centre comptabilise dans l'état des résultats une réduction de valeur, le cas échéant, lorsqu'il observe un changement défavorable important dans le calendrier ou le montant prévu des flux de trésorerie futurs. Lorsque l'ampleur de la dépréciation d'un actif précédemment déprécié se réduit et que la réduction peut être rattachée à un événement postérieur à la comptabilisation de la moins-value, la moins-value déjà comptabilisée fait l'objet d'une reprise dans l'état des résultats de l'exercice où la reprise a lieu.

Constatation des produits

Le Centre applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Les apports non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et si sa réception est raisonnablement assurée. Les apports reçus à titre de dotation sont constatés à titre d'augmentations directes des actifs nets.

Les apports en nature (contributions en nature et sous forme de services rendus) sont comptabilisés à leur juste valeur estimative et sont imputés aux résultats, car ils sont distribués à des fins humanitaires aux bénéficiaires qui en sont les utilisateurs finaux ou qui font partie des programmes.

Constatation des opérations étrangères

Le Centre comptabilise ses charges en suivant les pratiques comptables suivantes :

- i) Les achats d'immobilisations engagés pour les activités outre-mer sont imputés comme charges d'exploitation, à l'exception des immobilisations des directions régionales, qui sont capitalisées;
- ii) La plupart des gains et des pertes liés aux fluctuations des taux de change sont imputés aux programmes dans lesquels ils sont réalisés.

CENTRE D'ÉTUDE ET DE COOPÉRATION INTERNATIONALE

Notes complémentaires

31 mars 2013 et 31 mars 2012

3. Méthodes comptables (suite)

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et amorties en fonction de leurs durées de vie utile estimatives selon la méthode d'amortissement linéaire sur la durée et aux taux annuels suivants :

Bâtiments	2,5 %
Mobilier et équipement	20 %
Équipement informatique	25 %
Matériel roulant	20 %
Améliorations locatives	selon la durée des baux
Site Web	25 %
Logiciels	25 %

Conversion des devises

Les éléments d'actifs et de passifs monétaires sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la fin de l'exercice tandis que les éléments non monétaires sont convertis au taux de change historique. Les justes valeurs sont converties en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la fin de l'exercice. Les produits et les charges sont convertis au taux de change moyen en vigueur durant l'exercice. Les gains ou les pertes résultant de ces conversions sont imputés à l'état des résultats.

Comptabilisation des coentreprises

Le Centre détient des participations dans des coentreprises. Les participations sont comptabilisées à la valeur de consolidation.

Utilisation d'estimations

Dans le cadre de la préparation des états financiers, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, la direction doit établir des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les montants des actifs et des passifs présentés et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants des produits et des charges constatés au cours de la période visée par les états financiers. Parmi les principales composantes des états financiers qui exigent des estimations de la direction figurent les durées de vie utile des immobilisations, la provision pour créances douteuses ainsi que les charges à payer. Les résultats réels pourraient varier par rapport à ces estimations.

CENTRE D'ÉTUDE ET DE COOPÉRATION INTERNATIONALE

Notes complémentaires

31 mars 2013 et 31 mars 2012

4. Participation dans des coentreprises

Le Centre participe à des projets d'entraide internationale au moyen de la création de coentreprises. Ces projets en consortium ont généré des produits de 12 456 675 \$ (18 333 459 \$ en 2012) et des charges de 10 750 011 \$ (16 770 618 \$ en 2012). Le pourcentage de participation du Centre dans les revenus de gestion varie généralement entre 30 % et 60 %.

Les états financiers du Centre incluent les montants suivants, attribuables aux projets en coentreprises :

	31 mars		1 ^{er} avril
	2013	2012	2011
	\$	\$	\$
Actifs	3 854 756	3 078 161	3 900 636
Créditeurs et charges à payer	611 696	1 760 566	813 131
Apports reportés	3 243 060	1 317 595	3 065 630

5. Débiteurs

	31 mars		1 ^{er} avril
	2013	2012	2011
	\$	\$	\$
Bailleurs de fonds	1 064 611	976 573	529 462
Apports reportés relatifs aux débiteurs	(238 390)	(68 053)	(330 876)
Autres débiteurs	520 775	447 176	489 479
Provision pour créances douteuses relatives aux débiteurs de bailleurs de fonds	(197 317)	(193 475)	(100 000)
	1 149 679	1 162 221	588 065

CENTRE D'ÉTUDE ET DE COOPÉRATION INTERNATIONALE

Notes complémentaires

31 mars 2013 et 31 mars 2012

6. Immobilisations corporelles et incorporelles

	31 mars 2013		
	Coût	Amortis- sement cumulé	Valeur comptable nette
	\$	\$	\$
Immobilisations corporelles			
Terrain	869 445	-	869 445
Bâtiments	3 595 183	1 103 666	2 491 517
Mobilier et équipement	1 136 343	1 065 569	70 774
Équipement informatique	771 249	696 220	75 029
Matériel roulant	682 202	506 227	175 975
Améliorations locatives	81 160	78 120	3 040
	7 135 582	3 449 802	3 685 780
Immobilisations incorporelles			
Logiciels	218 795	178 982	39 813
	218 795	178 982	39 813
	7 354 377	3 628 784	3 725 593
	31 mars 2012		
	Coût	Amortis- sement cumulé	Valeur comptable nette
	\$	\$	\$
Immobilisations corporelles			
Terrain	869 445	-	869 445
Bâtiments	3 576 588	1 024 832	2 551 756
Mobilier et équipement	1 115 851	1 039 956	75 895
Équipement informatique	747 697	653 843	93 854
Matériel roulant	626 142	438 612	187 530
Améliorations locatives	76 094	76 094	-
	7 011 817	3 233 337	3 778 480
Immobilisations incorporelles			
Site Web	42 490	21 245	21 245
Logiciels	319 559	165 712	153 847
	362 049	186 957	175 092
	7 373 866	3 420 294	3 953 572

CENTRE D'ÉTUDE ET DE COOPÉRATION INTERNATIONALE

Notes complémentaires

31 mars 2013 et 31 mars 2012

6. Immobilisations corporelles et incorporelles (suite)

	1 ^{er} avril 2011		
	Coût	Amortis- sement cumulé	Valeur comptable nette
	\$	\$	\$
Immobilisations corporelles			
Terrain	869 445	-	869 445
Bâtiments	3 535 112	944 008	2 591 104
Mobilier et équipement	1 080 730	1 019 569	61 161
Équipement informatique	699 561	612 516	87 045
Matériel roulant	513 918	383 579	130 339
Améliorations locatives	76 094	55 692	20 402
	6 774 860	3 015 364	3 759 496
Immobilisations incorporelles			
Site Web	42 490	10 622	31 868
Logiciels	165 230	163 626	1 604
	207 720	174 248	33 472
	6 982 580	3 189 612	3 792 968

La juste valeur des deux bâtiments, déterminée selon la méthode du revenu au 7 janvier 2005, est d'environ 6 000 000 \$. Selon la méthode de comparaison, à cette même date, la juste valeur est sensiblement la même que la valeur déterminée.

7. Apports reportés

	31 mars		1 ^{er} avril
	2013	2012	2011
	\$	\$	\$
Bailleurs de fonds	9 007 835	8 295 401	8 532 157
Débiteurs relatifs aux apports reportés	(1 255 321)	(1 997 197)	(887 567)
	7 752 514	6 298 204	7 644 590

8. Emprunt bancaire

Le Centre dispose d'un crédit d'exploitation d'un montant autorisé de 1 000 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel et garanti par une hypothèque mobilière sur l'universalité des créances, et est remboursable à vue. Au 31 mars 2013, au 31 mars 2012 et au 1^{er} avril 2011, le solde est inutilisé.

CENTRE D'ÉTUDE ET DE COOPÉRATION INTERNATIONALE

Notes complémentaires

31 mars 2013 et 31 mars 2012

9. Dette à long terme

	31 mars		1 ^{er} avril
	2013	2012	2011
	\$	\$	\$
Emprunt d'un montant maximal autorisé de 1 121 250 \$, garanti par une hypothèque de premier rang sur un bâtiment d'une valeur comptable nette de 1 270 310 \$, remboursable par versements mensuels de 3 738 \$ plus les intérêts de 4,70 %, échéant le 15 janvier 2017	620 425	665 275	710 125
Emprunt garanti par une hypothèque de deuxième rang sur un bâtiment d'une valeur comptable nette de 1 270 310 \$, remboursable par versements mensuels de 3 741 \$, incluant des intérêts de 3,95 %, échéant le 15 février 2017	162 590	199 489	234 584
Emprunt garanti par une hypothèque de premier rang sur un bâtiment d'une valeur comptable nette de 1 221 207 \$, remboursable par versements mensuels de 12 248 \$, incluant des intérêts de 6,50 %, renouvelable le 29 septembre 2019, échéant le 29 décembre 2021	928 953	1 012 589	1 090 808
Emprunt garanti par une hypothèque de premier rang sur un bâtiment d'une valeur comptable nette de 1 221 207 \$, remboursable par versements mensuels de 1 655 \$, incluant des intérêts de 4,77 %, renouvelable le 24 août 2015, échéant le 24 mars 2022	145 041	157 657	169 667
	1 857 009	2 035 010	2 205 184
Tranche échéant à moins d'un an	186 432	177 900	170 357
	1 670 577	1 857 110	2 034 827

CENTRE D'ÉTUDE ET DE COOPÉRATION INTERNATIONALE

Notes complémentaires
31 mars 2013 et 31 mars 2012

9. Dette à long terme (suite)

Les remboursements estimatifs en capital à effectuer au cours des cinq prochains exercices sont les suivants :

	\$
2014	186 432
2015	194 625
2016	203 322
2017	649 788
2018	131 596

Le versement de 2017 comprend le solde de la dette au 15 janvier 2017 de 448 500 \$ qui, selon la direction, sera refinancé.

10. Plan de retraite

Le Centre contribue à des plans de retraite à cotisations déterminées, en y contribuant à parts égales à celles des employés. La contribution du Centre est cependant limitée à 5 % des salaires bruts. Les cotisations versées ainsi que la charge de l'exercice ont été de 244 800 \$ (258 155 \$ en 2012). Cette somme est présentée aux états des résultats.

11. Apports reportés afférents aux immobilisations

Les apports reportés afférents aux immobilisations représentent des apports reçus pour l'acquisition d'immobilisations. Ils sont amortis selon les mêmes méthodes et les mêmes taux que les immobilisations correspondantes. Les variations de l'exercice sont les suivantes :

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
	\$	\$
Solde au début	92 709	98 839
Amortissement de l'exercice	221	6 130
Solde à la fin	<u>92 488</u>	<u>92 709</u>

CENTRE D'ÉTUDE ET DE COOPÉRATION INTERNATIONALE

Notes complémentaires

31 mars 2013 et 31 mars 2012

12. Actifs nets reçus à titre de dotation

Les actifs nets reçus à titre de dotation sont composés de :

- a) un montant de 4 305 \$ grevé d'affectations d'origine externe en vertu desquelles les ressources doivent être conservées en permanence dans le Fonds Pelletier. Les revenus de placement afférents sont affectés au financement de projets visant l'éducation et la formation des filles et des femmes;
- b) un montant de 4 080 \$ grevé d'affectations d'origine externe en vertu desquelles les ressources doivent être conservées en permanence dans le Fonds Jean Bouchard. Les revenus de placement afférents sont affectés au financement de projets visant les besoins humains fondamentaux;
- c) un montant de 556 091 \$ (592 944 \$ en 2012 et 603 841 \$ en 2011) grevé d'affectations d'origine externe en vertu desquelles les ressources peuvent servir à consentir des prêts. Les bénéficiaires des prêts sont des organisations et des associations locales rurales guatémaltèques et les prêts leur permettent de financer l'achat d'équipement et de produits agricoles. Sur recommandations du comité de crédit de la fiducie, le Centre pourrait aussi appuyer le financement de nouvelles initiatives. Les actifs relatifs à ces sommes reçues à titre de dotation sont présentés à l'état de la situation financière dans la section des actifs à long terme.

13. Contributions sous forme de services rendus

Les contributions sous forme de services rendus représentent la valeur de la contribution fournie par les participants aux programmes de coopération volontaire.

La contribution pour services rendus est calculée selon un taux prédéterminé à l'entente signée avec l'ACDI pour le programme Uniterra. Le montant précisé à l'entente s'élève à 200 \$/jour/personne.

Les contributions sous forme de services rendus par les membres du conseil d'administration ne sont pas tenues en compte dans ces données.

CENTRE D'ÉTUDE ET DE COOPÉRATION INTERNATIONALE

Notes complémentaires

31 mars 2013 et 31 mars 2012

14. Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement d'exploitation

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
	\$	\$
Débiteurs	12 542	(574 156)
Avances à des partenaires	1 140 111	204 142
Charges payées d'avance	28 014	(18 825)
Créditeurs et charges à payer	73 871	251 796
Sommes à remettre à l'État	(60 231)	59 532
Apports reportés	1 454 310	(1 346 386)
	<u>2 648 617</u>	<u>(1 423 897)</u>

15. Engagements

En vertu de contrats de location d'équipement renouvelables et non résiliables échéant jusqu'en février 2017, le Centre s'est engagé à verser la somme de 67 742 \$ de la manière suivante :

	\$
2014	31 889
2015	25 560
2016	6 612
2017	3 681

16. Éventualités

Le Centre a signé des ententes d'association avec d'autres organisations pour la réalisation de projets. En ce qui concerne les bailleurs de fonds, ces ententes rendent le Centre responsable de manière conjointe et solidaire avec ces autres organisations. Au 31 mars 2013, les ententes signées totalisent près de 129 000 000 \$ (168 000 000 \$ au 31 mars 2012 et 189 000 000 \$ au 1^{er} avril 2011) et viennent à échéance jusqu'en octobre 2016 (octobre 2016 en 2012 et en 2011). La direction est toutefois d'avis qu'il n'y a pas de risque important, car toute association pour la réalisation d'un projet fait l'objet d'un contrat entre les organisations, dans lequel sont précisées clairement les responsabilités financières respectives des associés.

CENTRE D'ÉTUDE ET DE COOPÉRATION INTERNATIONALE

Notes complémentaires
31 mars 2013 et 31 mars 2012

17. Instruments financiers

Risque de change

Le Centre effectue plusieurs transactions en devises et est donc exposé aux fluctuations des devises. Le Centre ne gère pas pleinement ce risque. La plupart des gains et des pertes de change font partie des coûts des programmes.

Les états de la situation financière incluent les montants suivants en dollars canadiens à l'égard d'actifs et de passifs financiers dont les flux de trésorerie sont libellés dans les devises suivantes :

	31 mars		1 ^{er} avril
	2013	2012	2011
	\$	\$	\$
Dollars américains			
Encaisse	4 388 861	3 173 521	2 429 027
Débiteurs	1 006 586	355 317	374 827
Avances à des partenaires	18 692	56 205	45 231
Créditeurs et charges à payer	231 312	233 385	321 690
Apports reportés	1 684 014	1 673 775	1 729 866
Francs CFA			
Encaisse	382 963	386 698	278 416
Débiteurs	11 602	35 338	59 292
Avances à des partenaires	100 561	2 971	38 124
Créditeurs et charges à payer	189 110	179 989	171 286
Apports reportés	277 168	222 946	48 453
Gourdes haïtiennes			
Encaisse	648 187	1 055 921	546 975
Débiteurs	153 953	385 335	104 552
Avances à des partenaires	214 128	1 376 887	1 470 582
Créditeurs et charges à payer	687 652	165 197	144 231
Apports reportés	117 573	47 866	3 631
Autres devises			
Encaisse	241 031	282 308	774 764
Encaisse en fidéicommiss	186 869	460 884	167 588
Dépôt à terme en fidéicommiss	-	132 060	-
Débiteurs	44 686	78 653	-
Avances à des partenaires	14 573	48 268	133 038
Prêts et intérêts à recevoir	369 222	-	436 253
Créditeurs et charges à payer	50 782	41 871	74 130
Apports reportés	78 086	22 733	69 007

CENTRE D'ÉTUDE ET DE COOPÉRATION INTERNATIONALE

Notes complémentaires

31 mars 2013 et 31 mars 2012

17. Instruments financiers (suite)

Risque de taux d'intérêt

Le Centre est exposé au risque de taux d'intérêt en ce qui concerne ses instruments financiers à taux d'intérêt fixe et à taux d'intérêt variable. Les instruments à taux d'intérêt fixe assujettissent le Centre à un risque de juste valeur et ceux à taux variable à un risque de flux de trésorerie. Le Centre est exposé à ce type de risque sur ses placements en dépôts à terme, sur l'emprunt bancaire (taux variable) et sur la dette à long terme (taux fixe).

Risque de crédit

Le Centre consent des avances à des partenaires dans le cours normal de ses activités. Il effectue régulièrement des évaluations de crédit à l'égard de ses partenaires et maintient des provisions pour pertes potentielles sur créances, si nécessaire.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que le Centre ne soit pas en mesure de remplir ses obligations financières à leur échéance. Le Centre surveille le solde de son encaisse et ses flux de trésorerie qui découlent de son exploitation pour être en mesure de respecter ses engagements. Au 31 mars 2013, les principaux passifs financiers du Centre étaient les créateurs et charges à payer et la dette à long terme.